

JUSTICE

L'arrestation de Djamel Boukrid relance l'affaire Bouricha

Celui qu'on désignait comme étant un ami proche de Mohamed Bouricha, ex-wali de Blida, Djamel Boukrid en l'occurrence, vient d'être écroué avec son épouse et une autre femme par le juge d'instruction près le tribunal de Blida.

Son arrestation va-t-elle avoir des répercussions sur l'affaire de l'ex-wali de Blida, en instance de jugement par la Cour suprême ? Certainement oui, disent d'aucuns, puisque Boukrid est cité dans l'affaire de surfacturation des vêtements destinés aux enfants démunis, occasionnant un préjudice financier de plus de 20 milliards de centimes à cinq communes de la wilaya de Blida. Il est aussi cité dans l'affaire de la villa de Chenoua-Plage qui appartenait à son épouse et qu'il avait achetée auprès d'elle au prix de 300 millions de centimes mais que les services de réévaluation des impôts de Tipasa imposeront à cette époque à plus de trois milliards de centimes. Dans une autre affaire jugée au tribunal de Blida et dans

lequel un haut cadre du ministère de la Justice a été condamné, Djamel Boukrid est également cité pour avoir offert une Mercedes ML 400 avec de faux documents à l'ex-wali de Blida.

Ce véhicule, placé en fourrière, a fait pourtant l'objet d'une mainlevée et une remise en circulation. Pour rappel, cette affaire a été derrière l'arrestation du fils de Bouricha qui a été placé en détention provisoire pendant quatre mois. Faut-il considérer que la mise en examen de Djamel Boukrid va révéler d'autres faits, jusque-là ignorés par les enquêteurs ? L'avancement de l'instruction nous en dira plus sur le fond de cette affaire qui a fait du bruit dans le Landerneau surtout qu'un grand nombre de personnes, dont



Mohamed Bouricha, ex-wali de Blida.

l'ex-DG de l'hôpital Frantz-Fanon, avaient passé plusieurs années en prison pour des griefs dont Boukrid en est le principal accusé. L'on cite, à titre non exhaustif, l'affaire des 1 600 lits hospitaliers facturés au prix de 28 000 DA l'unité.

C'est dire que durant les sept années pendant lesquelles Boukrid était en fuite, plusieurs événements ont eu lieu et plus précisément celui de la mise à l'écart de Mohamed Bouricha de son poste de wali et son placement sous contrôle judiciaire par la Cour suprême. Tout comme il y a eu l'audition de plusieurs industriels de Blida et autres directeurs exécutifs.

Notons, enfin, que le juge d'instruction du tribunal de Blida a placé, tard dans la journée de mardi dernier, 22 personnes sous contrôle judiciaire. Ils sont toutes liées à l'affaire de Djamel Boukrid, arrêté le 15 juillet dernier.

M. B.

AFFAIRE SODIMAC ET CMC

Quatrième report du procès

Sur demande des avocats de la défense, le tribunal de Sidi M'hamed a reporté pour le 1^{er} août prochain le procès de l'affaire des sociétés Sodimac et CMC.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Kamel Djenati, commerçant de son état, accusé lui aussi dans cette affaire et absent aux procès le 13 juin, le 27 juin, le 11 juillet, a fait défaut hier encore. Ce dernier, qui séjourne depuis cinq semaines dans la prison de Berrouaghia, dans la wilaya de Médéa, était en fuite et n'a pas été entendu lors de l'instruction. Son avocate a demandé le report. Et la juge a accédé à sa demande pour la troisième fois. L'autre accusé absent au procès est le magasinier de CMC (ex-Edimco), décédé il y a un mois dans le pénitencier d'El-Harrach où il était en détention préventive. L'affaire, faut-il le rappeler, a éclaté à un moment où la pénurie de ciment frappait de plein fouet le secteur du bâtiment. En plus des directeurs de ces deux sociétés publiques de distribution des matériaux de

construction, les chefs des services commerciaux des deux sociétés, des intermédiaires, des prête-noms et des témoins ont été entendus par les enquêteurs. L'enquête, réalisée par la section de recherche du groupement d'Alger de la Gendarmerie nationale (lire le *Soir d'Algérie* du 21 septembre 2011), avait conduit au démantèlement de ce réseau de spéculateurs. Les mis en cause – une trentaine de personnes – ont été présentés devant la justice en septembre 2011.

Le réseau, révèle-t-on, procédait de manière simple et tout paraissait réglementaire et aucun trou n'a été constaté dans la comptabilité des deux sociétés. Etablies à El Harrach, dans la wilaya d'Alger, Sodimac et CMC s'approvisionnaient à partir des cimenteries du Centre à hauteur de 3 000 tonnes par mois chacune. Or, les dépôts des deux sociétés ne recevaient que 20 tonnes par mois. Les responsables cités dans cette affaire, avaient conclu les enquêteurs, détournait cette quantité de ciment au profit d'intermédiaires qui l'écoulaient au marché noir à un prix fort. Pour le besoin de ce trafic, les «inter-

médiaires» utilisaient des prête-noms. Des chômeurs recrutés dans leur totalité à Médéa et inscrits au registre du commerce. A la location du registre du commerce, ces prête-noms percevaient 12 à 19 millions de centimes. Et de 10 000 à 20 000 DA lors de chaque opération. Plutôt de l'argent de poche ! Parce qu'à la fin, ces intermédiaires leur ont laissé une ardoise fiscale de plusieurs milliards. Les quantités de ciment écoulées par le réseau durant la seule période des investigations s'élèvent à 150 000 tonnes pour une valeur de plusieurs centaines de millions d'euros.

Les investigations des gendarmes ayant duré près de deux ans ont conduit à la découverte d'autres activités suspectes du directeur de Sodimac, Amrane Belhanafi. Il blanchissait l'argent gagné dans ce trafic à travers une société de transport et une agence de location de voitures établies en France, et ce, en achetant des devises auprès d'émigrés algériens. Ils lui procuraient de l'euro en France qu'il payait ici en Algérie en dinars.

L. H.

ELLE SERA SPÉCIALISÉE DANS LES MINES ET LA MÉTALLURGIE

Après l'EPSEC, une école nationale supérieure à Annaba

L'Ecole préparatoire des sciences économiques, commerciales et sciences de gestion (EPSEC), qui occupe l'ex-lycée Pierre et Marie Curie situé au centre-ville d'Annaba, se prépare d'ores et déjà à accueillir ses étudiants pour la nouvelle rentrée universitaire 2012-2013.

Des 450 étudiants qu'elle a accueillis dès son ouverture lors de la rentrée 2010/2011, le tiers, soit 150 étudiants, représentant la totalité de la deuxième année préparatoire, a été déclaré apte à concourir pour rejoindre les grandes écoles nationales supérieures. Ils pourront choisir, conformément à leurs classement et vœux, l'une des trois écoles supérieures.

Celles du commerce, des hautes études commerciales ou d'économie appliquée et des statistiques. Le concours pour rejoindre ces écoles se déroulera au mois de septembre prochain.

Créée par le décret n°106164 du 28 juin 2010, l'Ecole d'Annaba s'apprête à accueillir pour sa troisième année quelque 460 bacheliers. Les conditions d'accès pour cette rentrée 2012-2013 ont été fixées comme suit : une première priorité à ceux ayant obtenu 13,39, une seconde priorité est accordée aux bacheliers

en sciences expérimentales avec une moyenne de 14,32. Toutefois, la note de 12/20 en maths est impérative pour les deux catégories.

Pour les étudiants ayant rejoint l'Ecole à son ouverture en septembre 2010, le tiers a pu accéder au concours des grandes écoles nationales.

Ce résultat peut paraître moyen, mais au vu des conditions rigoureuses (tenue correcte, pas de tabac au sein de l'école), ne pourront poursuivre le cursus dans cette école que ceux qui font preuve de discipline et d'intérêt pour les études. Il y a aussi la maîtrise de la langue française qui est souhaitée.

«Les langues française et anglaise sont nécessaires dans notre établissement. Actuellement, elles posent problème, particulièrement le français pour les étudiants issus des zones rurales ou du sud du pays», estime le professeur Mahfoud Benosmane, directeur de l'EPSEC,

qui nous fera savoir que sur les 300 étudiants de la deuxième année, la moitié a pu réussir son passage en deuxième année. «Dans notre école, il n'y a ni rattrapage, ni doublant. Les absences également ne sont pas tolérées. D'où les résultats obtenus par les étudiants de la deuxième année. Cependant, ceux qui n'arrivent pas à suivre seront réorientés vers les études académiques», précise le professeur Benosmane dont l'établissement dépend directement du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS).

L'établissement organise, par ailleurs, des conférences-débats, animées par des patrons de l'industrie et des finances au profit de ses étudiants. Un autre établissement d'excellence qui sera implanté à Annaba ouvrira ses portes à la prochaine rentrée universitaire. Il s'agit de l'Ecole nationale supérieure des mines et de la métallurgie (ENSMM) qui vient s'ajouter aux trois autres écoles nationales supérieures. Elle devait être inaugurée pour la rentrée 2011/2012, mais n'a pu se faire pour des motifs divers. Son ouverture est prévue au mois de septembre 2012

avec l'organisation d'un concours national pour lequel 800 étudiants sont déjà inscrits. De ce nombre, une centaine sera retenue.

Les places pédagogiques sont vraiment très chères dans cette grande école qui sera hébergée dans le CEFOS, une propriété de l'entreprise Sider qui a été affectée au MESRS. Désaffecté depuis plusieurs années, le CEFOS est actuellement en cours de réhabilitation pour être prêt le jour de la rentrée. A l'achèvement de l'opération de réhabilitation, il aura une capacité d'accueil de 3 000 places pédagogiques et disposera d'une résidence universitaire de 520 lits.

Les activités de cette école sont soutenues par un programme appelé fonds de soutien aux grandes écoles parrainées par l'INSA Lyon (France). Établi par les cadres de l'école, ce programme a été validé par l'INSA Lyon.

La multiplication de ce genre d'établissements pourra combler un déficit en matière de compétence scientifique et technologique dont le pays a tant besoin, estime-t-on dans le milieu universitaire d'Annaba.

A. Bouacha

RELIZANE La personne qui se faisait passer pour un officier de police derrière les barreaux

Le procureur de la République près le tribunal de Mostaganem a ordonné, hier, la mise en détention préventive d'une personne poursuivie pour «usurpation de fonction et escroquerie», selon le chargé de la communication de la Sûreté de la wilaya de Relizane.

Cette affaire remonte au début de la semaine, lorsque une jeune fille âgée de 29 ans, originaire de la ville d'Oued Djemaâ, située à une quinzaine de kilomètres du chef-lieu de la wilaya de Relizane, a déposé plainte à la Sûreté urbaine de la même ville contre ce monstre qui était en relation avec elle et qui lui a proposé de se marier, en la délestant de ses bijoux.

En effet, l'homme en question n'ayant rien trouvé de mieux pour escroquer les filles que de s'approprier le rôle d'un officier de police exerçant à la Sûreté de wilaya en leur proposant le mariage. Il vient d'être arrêté par les éléments de la police judiciaire dans un restaurant où, vraisemblablement, il était attablé pour un déjeuner «d'affaires». Juste après la jeune victime de la ville d'Oued Djemaâ, deux autres jeunes filles ont été également victimes de cet escroc.

A. Rahmane